

PARTAGE NOIR

TEXTES RECUEILLIS ET PRÉSENTÉS PAR SYLVAIN BOULOUQUE

MOHAMED SAÏL

(1894-1953)

<https://www.partage.noir.fr>
contact@partage-noir.fr
2021/28-10-2022



Mohamed Saïl

(1894-1953)

Il y a quelques années, Mohamed Saïl a été considéré comme un militant secondaire, responsable de comités et auteur d'articles dans la presse. Il existait un projet de notice dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, des mentions dans la thèse de René Bianco sur la presse anarchiste [1], dans celle de David Berry sur le mouvement libertaire entre les deux guerres [2], dans les travaux Benjamin Stora sur l'immigration algérienne en France [3]. Hormis ces quelques mentions, il était totalement oublié. Depuis, de New York à Alger, Mohamed Saïl est sorti de l'anonymat, l'encyclopédie en ligne Wikipédia lui attribuant la dédicace du poème de Prévert, *Étranges étrangers* [4]. Son itinéraire est atypique. Il est l'un des rares migrants d'Afrique du Nord à avoir rejoint les rangs libertaires. Son audience actuelle est supérieure à la réalité de son influence de son vivant. Son style et l'originalité de ses interventions y sont pour beaucoup.

[1] René Bianco, *René Bianco, Un siècle de presse anarchiste d'expression française 1880-1983, Doctorat d'État, Université de Provence, 7 volumes, 3494 p. Cette thèse comporte un répertoire alphabétique de 2 216 pages de tous les journaux recensés, avec leur date et lieu de publication, ainsi que les centres de recherche dans lesquels ils sont consultables.*

[2] David Berry, « *History of the French Anarchist Movement* », *University of Sussex, 1988. La thèse a été depuis publiée d'abord en anglais puis en français dans des versions considérablement augmentées (Le Mouvement anarchiste en France 1917-1945, Paris-Saint Georges d'Oléron, éditions Noir et Rouge et Éditions libertaires, 2014.*

[3] Benjamin Stora, *Nationalistes algériens et révolutionnaires français, Paris, l'Harmattan, 1987, et Ils venaient d'Algérie, Paris, Fayard, 1991.*

[4] *Le poème publié en 1951 dans le Grand Bal du printemps de Jacques Prévert est beaucoup plus long que les quelques extraits du poème qui figurent dans l'introduction au recueil de texte publié dans Appels aux travailleurs algériens, Volonté anarchiste, n°43, Fresnes-Antony, 1994.*

Officiellement, Mohand Amezian Saïl est né le 14 octobre 1894 à Taourirt-Beni Oughlis, en Kabylie, alors dans le département de Constantine. Il semble qu'il n'ait pratiquement pas fréquenté l'école. Il exerce la profession de chauffeur mécanicien. Nous ne connaissons pas avec précision les premiers pas de sa vie. Il vient en France avant la Première Guerre mondiale, peut-être vers 1905, et adhère, semble-t-il, en 1911 au mouvement anarchiste. Selon ses déclarations au *Semeur* en 1923, puis à Georges Fontenis en 1952, il se dit insoumis ou aurait été interné pour désertion ou insoumission en 1914. Sans remettre en cause sa déclaration, il est possible qu'il ait été plus simplement interné administrativement. Il vit avec Madeleine Sagot.

Après l'armistice et l'amnistie, il prend (ou reprend) contact avec le mouvement anarchiste, et adhère à l'Union anarchiste où il milite au sein de la Fédération de la région parisienne. En 1923, il constitue, avec son ami le chansonnier Slimane Kiouane, le premier Comité d'action pour la défense des indigènes algériens. Kiouane est né en 1896 à Alger. Il milite à l'UA. En 1925, il est membre de la commission administrative de l'UA. Kiouane anime les galas et les fêtes du mouvement. Nous le retrouvons dans les souscriptions du *Libertaire* dans les années cinquante [1]. À partir de cette date, Saïl traite majoritairement des problèmes coloniaux. Souvent, il transpose l'anticléricalisme libertaire métropolitain hostile principalement à l'Église, à l'islam et aux formes polythéistes des pratiques religieuses, tonnant à plusieurs reprises contre « les marabouts qui avec leur religion bernent les populations ». Il s'inscrit aussi dans la dimension prédictive et volontariste propre à l'anarchisme insurrectionnel [2]. Ainsi, le prophétisme menace lorsqu'il annonce, dans « Le calvaire des indigènes algériens » :

« Prenez garde qu'un jour les parias en aient marre et qu'ils prennent les fusils pour les diriger contre leurs véritables ennemis, au nom du droit à la vie et non comme autrefois pour une soi-disant patrie marâtre et criminelle. » [3]

[1] Daniel Dupuy note qu'il milite encore à la Fédération anarchiste jusque dans les années soixante-dix. Il meurt à Saint-Affrique, dans l'Aveyron, alors qu'il était toujours souscripteur du *Monde libertaire* jusqu'à son décès en 1971. Pour les noms mentionnés, voir leur biographie dans Jean Maitron (sous la direction de), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (désormais DBMOF), Paris, Éditions ouvrières [On peut maintenant trouver toutes les notices en ligne sur <<https://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>> , note de l'éditeur].

[2] Gaetano Manfredonia, Anarchisme et changement social, Lyon, Atelier de création libertaire, 2007, en particulier le chapitre sur l'idéal-type insurrectionnel, p. 30-50.

[3] Le *Libertaire*, n°242, 16 août 1924.

À côté de cette dimension, avec son groupe du XVII^e arrondissement de Paris, il tente d'éveiller les consciences et « d'éduquer les parias d'Algérie ». Ce fut alors le seul groupe libertaire à organiser des meetings en langue arabe et en français [1]. Comme, le reste du mouvement libertaire, il fait preuve d'anticommuniste, dont le substrat repose sur la comparaison et l'analogie entre les systèmes répressifs. Saïl proteste régulièrement contre les emprisonnements en Russie soviétique :

« Mais en attendant, les pauvres bagnards de Solovieski vous envoient le cri d'amnistie, eux qui ont osé élever la voix contre toutes les dictatures. Quant à nous leurs frères de misère, nous vous crions : “ À bas les deux bagnes celui de Biribi et celui de Solovietski ”. » [2]

La thématique anticolonialiste forme la particularité de son intervention. Il n'est pas le seul. Des opérations militaires contre le soulèvement au Maroc à la dénonciation de l'exposition coloniale, le mouvement anarchiste dans son ensemble dénonce le colonialisme ; la particularité de son intervention est d'analyser la situation algérienne. Tout au long de cette période (1923-1939), Saïl donne aux journaux anarchistes des articles dénonçant « *la barbarie coloniale* » ou « *le cynisme des administrateurs* » ou encore les différentes affaires financières et politiques qui secouent l'Algérie. Il proteste contre l'arrestation de Victor Spielman [3] où il dénonce encore une fois « “ la civilisation française en Algérie ” : *vol, rapine, incendie, assassinat d'un peuple trop faible pour se défendre, voilà votre œuvre, ce qu'est votre civilisation dans sa triste réalité* [4] ». Lorsque la France célèbre en 1930 le centenaire de la conquête de l'Algérie, le mouvement anarchiste lance une campagne de protestation au nom du Comité de défense des indigènes algériens. Saïl Mohamed, alors secrétaire du comité, rédige tracts et communiqués contre « *la provocation du centenaire de l'Algérie* », dans lesquels il dénonce : « *la conquête de l'Algérie [qui] ouvrit, pour la bourgeoisie française, une ère de banditisme coloniale*

[1] Le Libertaire, n°343, 26 novembre 1924.

[2] Le Libertaire, n°341, 24 novembre 1924. L'expression pour qualifier les premiers camps de concentration soviétiques a été conservée. Il s'agit des îles Solovki.

[3] Victor Spielmann (1866-1943) est un ancien colon. Il se rapproche du mouvement libertaire et devient éditeur de brochures à caractère libertaire et collaborateur de la presse libertaire. Il adhère au PCF en 1920 et fonde le Trait d'Union, suite à la publication d'articles hostiles à la colonisation. (Jean-Louis Planche, « Victor Spielmann », Parcours, n°12, mai 1990).

[4] Terre libre, n°20, décembre 1935.

qui n'est point close [1] » et réclame « *l'abolition de l'indigénat, le droit syndical, la liberté de la presse, l'extension à l'Algérie de toute la législation française* [2] », soulignant par là même le régime particulier du statut colonial et ses lois d'exception. L'année suivante, Saïl participe activement à la campagne lancée par l'ensemble du mouvement anarchiste (Union anarchiste, Association des fédéralistes anarchistes, Confédération générale du travail-syndicaliste révolutionnaire) pour protester contre l'exposition coloniale. Après cette campagne, Saïl Mohamed multiplie ses activités et la participation aux groupements libertaires pour faire comprendre la particularité de la situation coloniale.

Fondateur de la Section indigène algérienne de la CGT-SR. Il est aussi secrétaire du groupe d'Aulnay-sous-Bois de l'Union anarchiste et gérant de *l'Éveil social, le journal du peuple*, dont le premier numéro paraît le premier janvier 1932. Responsable en titre de la publication – le poste de gérant dans la presse libertaire n'a pour fonction que d'assurer une couverture légale au journal. Saïl signe également des articles sous les pseudonymes de Léger et de Georges. Il est poursuivi pour « *provocation de militaires à la désobéissance* » après la parution à la fin 1932 d'un article antimilitariste.

Face à cette assignation, *la Défense*, un des journaux du Secours rouge international, réclame son amnistie, mais Saïl rejette cette défense :

« *Je ne tolérerai jamais que ma défense soit prise par les enfants de chœur du fascisme rouge qui sévit en Russie, pas plus d'ailleurs que par tout autre polichinelle politique, qui viendra crier aujourd'hui amnistie pour m'enfermer lui-même demain [...] Je ne pourrais que mépriser une telle sollicitude tant qu'elle ne s'étendra pas aux victimes de Staline* [3]. »

Après le 6 février 1934 et les manifestations des 9 et 12 février, le mouvement anarchiste cherche des réponses au danger fasciste :

« *Nous ne sommes pas adversaires de l'organisation de groupes d'autodéfense du prolétariat [...] Coup pour coup ! Œil pour œil ! Dent pour dent ! Tels doivent être les mots d'ordre de la lutte antifasciste* [4]. »

Saïl, qui avait déjà trouvé des armes, est arrêté le 3 mars 1934 pour port d'arme prohibé. *L'Humanité* s'interroge sur son arrestation. Le quotidien communiste écrit :

[1] *La Voix libertaire*, n°30, 21 septembre 1929.

[2] *La Voix libertaire*, n°55, 15 mars 1930.

[3] *L'Éveil social*, deuxième année, n°2, février 1933.

[4] *Le Libertaire*, 6 décembre 1935.

« *Qui est ce Saïl ? [...] C'est un agent provocateur, bien connu déjà dans la banlieue Est, et dénoncé comme tel. À Vincennes, où il sévissait, il opérait sous une pancarte, où on pouvait lire : Ravachol partout ! [...] C'est bien parce que ce provocateur était connu comme tel qu'il a été arrêté, car il ne pouvait plus servir en liberté, étant brûlé [1].* »

Si le droit de réponse demandé est resté lettre morte, la presse libertaire prend sa défense [2], accusant le gouvernement et l'État d'emprisonner un militant antifasciste et de laisser les militants d'extrême droite en liberté. Condamné à un mois de prison pour port d'arme prohibé, après avoir été interpellé à la sortie d'un meeting avec un pistolet, sa peine est prolongée suite à la perquisition à son domicile où les forces de l'ordre retrouvent un fusil et une grenade. Il reste au total quatre mois en détention en dépit de la campagne conjointe des libertaires, de la gauche de la SFIO et de la Révolution prolétarienne. Une fois libéré, Saïl reprend ses activités. *L'Éveil social* s'étant entre-temps fondu dans *Terre libre* (organe mensuel de l'Alliance libre des anarchistes du Midi) dont le responsable était André Prudhommeaux. Il se serait occupé de l'édition nord-africaine. Selon le double principe du fédéralisme et de la presse régionale, le journal contenait des déclinaisons locales. Mohamed Saïl reconstitue dans le même temps le Groupe anarchiste des indigènes algériens et axe les campagnes autour de trois thèmes principaux :

Le combat anticlérical :

« *Attendez-vous un secours d'Allah, dont la religion vous ordonne la vengeance et avec qui vous êtes en contradiction puisque vous êtes soumis à des maîtres infidèles ? Non, n'attendez rien d'Allah, les cieus sont vides et les dieux n'ont été créés que pour servir l'exploitation et prêcher la résignation [3].* »

Le combat anticolonial :

« *Vos exploiters ne vous considèrent pas comme des hommes, mais comme des esclaves bons à tout supporter [4].* »

Les nouveaux statuts comme le Code de l'indigénat :

« *Si vous ne donnez pas l'égalité des droits aux indigènes, si vous leur refusez l'instruction vous serez coupables de la révolte d'un peuple accablé, qui souffre depuis*

[1] *L'Humanité*, 4 avril 1934.

[2] *La Voix libertaire*, n°264, 21 avril 1934 ; n°265, 28 avril 1934 ; n°266, 12 mai 1934 ; n°272, 21 juillet 1934 ; n°274, 1^{er} septembre 1934 ; *le Combat syndicaliste*, n°51, 9 mars 1934 ; n°60, 29 juin 1934 ; *Le Libertaire*, n°419, 15 juin 1934 ; n°421, 15 juillet 1934 ; *l'Éveil social*, n°29, 1^{er} mai 1934.

[3] *La Voix libertaire*, n°295, 23 mars 1935.

[4] *Ibid.*

cent ans et qui sera capable de tenter la pire aventure pour reconquérir sa liberté [1]. »



Lorsque la guerre et la révolution éclatent en Espagne. Saïl part, fin septembre 1936, rejoindre les rangs du Groupe international de la colonne Durruti, composé de militants libertaires de tous les pays et dont la section de langue française porte le nom de Centurie Sébastien Faure. Saïl envoie de nombreuses lettres dans lesquelles il décrit les conditions de vie des combattants [2]. Après la tragédie de Perdiguera, le 16 octobre 1936, dans laquelle une partie du groupe est tué par les troupes franquistes, Saïl prend la direction du groupe français. Blessé au bras fin novembre, il rentre en France au mois de décembre et fait, comme tous les militants de retour d'Espagne, des tournées de conférences sur les réalisations des collectivisations espagnoles [3]. Cette blessure, qui l'a handicapé jusqu'à la fin de ses jours, l'oblige à changer de profession. Il quitte la métallurgie pour l'artisanat et devient réparateur de faïence.

[1] *Ibid.*

[2] *Le Combat syndicaliste*, n°179, 23 novembre 1936. *L'Espagne antifasciste*, n°17, 4 novembre 1936. Saïl déclare lors du congrès de l'UA de 1937 : « Pour avoir un fusil, j'aurais léché le cul d'un garde mobile », la phrase fut retranscrite : « Pour avoir un fusil, j'aurais fait toutes les concessions » (témoignage de Lucien Feuillade, recueilli en 1994).

[3] *Les Giménologues*, Les Fils de la nuit, Montreuil, Libertalia, 2016.

Après l'Espagne, Saïl retrouve le combat anticolonialiste. Le 17 mars 1937, il participe au meeting tenu à la Mutualité par l'ensemble des organisations de la gauche révolutionnaire non stalinienne et des indépendantistes nord-africaine pour protester contre les massacres en Tunisie et l'interdiction de l'Étoile nord-africaine, où il dénonce « *les mensonges de la civilisation* » [1]. Il participe au congrès de l'Union anarchiste en novembre 1937, puis reprend son travail de militant de base. Saïl est arrêté et inculpé une nouvelle fois pour « provocation de militaires ». Jugé par le tribunal de Pontoise, il est condamné en décembre 1938 à dix-huit mois de prison [2]. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il est à nouveau arrêté lors d'une perquisition à son domicile qui entraîne la dispersion de sa bibliothèque. Libéré ou évadé du camp de Riom, où il avait été transféré, il s'occupe de la fabrication de faux papiers pendant l'Occupation [3].

À la Libération, Mohamed Saïl reconstitue le groupe anarchiste d'Aulnay-sous-Bois et relance les appels aux travailleurs algériens :

« Jaloux des lauriers du pape Staline qui est en train d'imposer sa dictature au monde arabe, tels l'Iran et la Turquie dont il veut s'accaparer, en vertu sans doute du droit des peuples à se diriger eux-mêmes, nos communistes repartis de France tentent de vous imposer une fausse doctrine dont le but est de profiter de votre crédulité [...] Travailleurs algériens ! Pour qu'il n'y ait plus de caïds, de députés ou de marabouts endormeurs du peuple, venez avec nous [4] ! »

En 1951, il est mandaté comme responsable aux questions nord-africaines dans la commission syndicale de la Fédération anarchiste et écrit une série d'articles consacrés au « Calvaire des travailleurs nord-africains » dans lesquels il décrit les conditions de vie, l'émigration, le travail et proteste contre les emprisonnements des militants indépendantistes. Il est alors proche de l'Organisation Pensée Bataille qui transforme la Fédération anarchiste en Fédération communiste libertaire. Mohamed Saïl meurt le 27 avril 1953 des suites d'un cancer. Lors de son inhumation, le 30 avril 1953, Georges Fontenis, au nom du mouvement libertaire, rend un dernier hommage à ce militant au caractère et au parcours finalement peu ordinaire.

Sylvain Boulouque

[1] Le Libertaire, n°542, 23 mars 1937.

[2] SIA, n°6, 22 décembre 1938.

[3] Le Libertaire, n°390, 20 mai 1954.

[4] Le Libertaire, n°22, 25 mars 1946.

L'idéal du Parti communiste

Le Libertaire n° 341, 24 novembre 1924

Voici le texte d'une convocation, par pneumatique, du chaouch Hady Ali à un Algérien adhérent au parti des voleurs, dit communiste : « *Camarade, vous êtes obligatoirement convoqué à assister à notre réunion pour l'organisation d'un Congrès d'indigènes algériens adhérents au PC* ». Hé, oui ! Vous avez encore le culot de vous dire anti-bourgeois ! Vous convoquez ainsi vos michetons au prix de 0,75 F ; s'ils sont au nombre de sept ou huit cents ça serait kif-kif. C'est tout de même révoltant que cet argent soit perdu ainsi : il y a de quoi nourrir une bonne famille de ceux qui crèvent tant de misère. Hé oui ! Le jeune camarade serait donc obligé d'assister à votre réunion, sinon gare au refus d'obéissance ! Vous avez tellement l'habitude de vous servir de la flicaille pour vous accaparer des coopératives ! Mais la police trouvera plus de facilités à être sous vos ordres pour recruter vos adhérents. Il n'y aurait rien d'étonnant que sous peu vous obligiez encore ces pauvres fanatiques à porter des jupons au lieu de culottes.

Enfin, vous donnez toutes les preuves de votre barbarie. Il n'y a que ces forçats du patronat qui ne montrent rien de leur dignité pour vous cracher sur la gueule au lieu d'écouter vos saloperies.

Ça commence à aller mal avec vos électeurs français, après la reconnaissance de votre Russie bourgeoise, par sa petite sœur française. Hélas, vous avez quand même l'habitude d'accoucher d'autres nouvelles politiques, mais pour asservir les Arabes, cette fois avec la complicité du barbare Hadj Ali.

Pauvres Khonia ! Pas de chance ! La première bourrique qui se présente vous fait tourner comme des girouettes et pourtant la chose est assez claire : Vous n'avez qu'à demander combien de roubles ils touchent, vos frères de Moscou, pour vous bourrer ainsi le crâne au nom de leur révolution. Je voudrais bien savoir, moi, à mon tour, dans quelle usine travaillent les rois bandits : Cachin et ses enfants de chœur. Quant à leurs gardes-chiourmes Monmousseau, Sémar et toute la clique, je connais leurs places et leurs salaires : journalistes pour les mensonges et calomnies via la place de député. Je ne trouve qu'un seul bon révolutionnaire chez eux, le petit capitaine polonais. Quant aux tout petits poussins, ils débutent par béni-oui-oui, en attendant l'héritage de leur grand papa, bien sûr qu'ils sont des révolutionnaires en manchettes et faux-cols, mais en attendant les pauvres bagnards de Solovietski vous envoient le

cri d'amnistie, eux qui ont osé élever la voix contre toutes les dictatures. Quant à nous, leurs frères de misère, nous vous crions : « *A bas les deux bagnes : celui de Biribi et celui de Solovietski ! A bas les politiciens, les lutteurs, les hypocrites pour l'autorité, contre le bien-être et la liberté !* »

Le calvaire des indigènes algériens

Le Libertaire n° 242, 16 août 1924

« *Tous les hommes naissent libres et égaux en droits.* » C'est la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui raconte cela. Mais il est facile de prouver que cette égalité n'a jamais existé pour nous, indigènes algériens.

Nos droits, les voici, tels que les comprennent les canailles sanguinaires, les pirates rapaces qui, sous prétexte de colonisation, nous ont apporté les soi-disant « bienfaits » de leur « civilisation ».

Ils consistent à voir les terres sur lesquelles nous sommes nés, que de père en fils nous fécondions de notre labeur, qui nous donnaient de quoi vivre librement et fièrement, accaparées par nos « bienfaiteurs ».

Il est vrai que nous avons le « droit » de travailler sur ces terres qui nous ont été volées, des 10 et 12 heures par jour pour un salaire dérisoire de cinq francs. Or la vie est chère en Algérie, très chère pour nous et nos familles.

Nous avons un autre « droit » que ne nous contestent pas, au contraire, les entrepreneurs de charniers patriotiques, c'est celui d'aller crever sur les champs de bataille pour la défense de la France si généreuse. Nous en avons, en 1914 et les années qui suivirent, largement « profité ». On nous arme même contre nos frères de race qui ont le courage de résister à l'envahisseur. C'est sans doute au nom du « droit des peuples à disposer d'eux mêmes ».

Il nous faut subir également sans rien dire toutes les vexations que la fantaisie des administrateurs et des bureaux s'acharnent à nous imposer.

Le fascisme italien n'est pas plus odieux que les méthodes de la colonisation employées par les fonctionnaires de la République française. Il n'y a donc rien d'étonnant que, les dépouilles crevant de faim, n'ayant d'autre alternative que de mendier ou de trimer comme des forçats pour un salaire de misère, un très grand nombre d'indigènes fuient cette civilisation « à coups de triques ».

Beaucoup se sont dit que, puisqu'ils étaient bons pour défendre la France, ils avaient le droit de trouver sur son sol, en travaillant, de quoi vivre. En fait, la condition de l'indigène qui travaille en France n'est pas à comparer à celle de celui qui reste en Algérie.

Quand il arrive, même s'il est sans travail, il trouve près des Algériens une assistance qui ne se pratique guère dans d'autres milieux.

Il tombe, évidemment, sous une exploitation, mais tout de même moins sauvage que celle qu'il subit dans son pays.

Naturellement, les gros propriétaires, les négriers d'Algérie et de Tunisie ne voient pas d'un bon œil cette émigration qui leur procure de gros bénéfices. Aussi, pour l'empêcher, ils ont recours à des crapules politiciennes qui n'ont rien à leur refuser.

Et ce qu'un gouvernement du bloc national avec Poincaré n'avait pas fait, le gouvernement du bloc des gauches avec Herriot n'a pas craint de le tenter.

C'est ainsi qu'on pouvait lire dernièrement dans *Le Quotidien* qu'une réglementation allait être instituée pour « l'admission dans la métropole des travailleurs indigènes. »

Cette réglementation a pour but, comme l'a déclaré l'un des membres de la commission, M. Marius Mouret, « de permettre la pénétration judicieusement progressive d'éléments indigènes répondant par leur aptitude physique et professionnelle aux exigences des différentes branches de l'activité nationale métropolitaine ».

« La Commission a voulu que l'indigène qui vient travailler en France ne soit plus exposé à quitter son foyer sans avoir la certitude préalable de trouver en France au moins l'équivalent de ce qu'il abandonne. »

La commission interministérielle, dont les travaux furent présidés par M. Duvernoy, directeur des Affaires algériennes au ministère de l'intérieur, a décidé également la création en France d'organismes d'assistance et de protection pour les travailleurs indigènes.

« Dorénavant les travailleurs algériens et nord-africains, avant de s'embarquer pour la France, devront produire un certificat (l'engagement visé par le ministère du Travail, un certificat médical et une carte d'identité avec photographie délivrée par le maire ou l'administrateur de la commune où l'indigène est domicilié. »

« Le ministère de l'Intérieur a décidé que ces mesures seraient appliquées à partir du 1^{er} octobre 1924. »

Donc, à partir du 1er octobre, les administrateurs pourront empêcher le départ pour la France de ceux qu'ils embarquaient quand il s'agissait d'aller combattre ceux qu'ils appelaient des barbares. Je sais, et d'autres sauront s'ils ne s'en sont pas encore

aperçu, où sont les barbares. Ce sont les politiciens hypocrites qui n'ont rien à envier à Mussolini. Et pour bien montrer cette hypocrisie, je leur affirme que l'indigène ne quitte son pays que parce qu'il ne peut plus y vivre, parce qu'il y est abominablement pressuré, exploité. C'est un esclave qu'ils veulent conserver à ceux qui l'ont dépouillé de sa terre natale.

Ce qu'il abandonne en Algérie, M. Marius Mouret, député « socialiste », c'est un peu de misère.

Voilà ce que vous prie un Algérien et qui ajoute : *« Prenez garde qu'un jour les parias en aient marre et qu'ils ne prennent les fusils que vous leur avez appris à manier pour les diriger contre leurs véritables ennemis, au nom du droit à la vie, et non comme autrefois pour une soi-disant patrie marâtre et criminelle. »*

Le centenaire de la conquête de l'Algérie

La Voix libertaire n°30, 21 septembre 1929

Le gouvernement et la bourgeoisie française célébreront, l'an prochain, le centenaire de la conquête de l'Algérie. Nous verrons, à cette occasion, les patriotes et les chauvins de tout acabit s'en donner à cœur joie ; les folliculaires appointés des grands bourreurs de crânes proclameront, en de massives colonnes, les vertus civilisatrices de la France.

Que nous a donc apporté cette France si généreuse dont les lâches et les imbéciles vont partout proclamant la grandeur d'âme ?

Interrogez un simple indigène, tâchez de gagner sa confiance. L'homme vous dira de suite la lamentable situation de ses frères et l'absolue carence de l'administration française devant les problèmes d'importance vitale.

La presque totalité de la population indigène vit dans la misère physique et morale la plus grande. Cette misère s'étale largement. Dans les villes d'Algérie, ce ne sont, la nuit venue, que gens déguenillés couchés sous les arcades, sur le sol. Dans les chantiers, les mines, les exploitations agricoles, les malheureux indigènes sont soumis à un travail exténuant pour des salaires leur permettant à peine de se mal nourrir.

Commandés comme des chiens par de véritables brutes, ils n'ont pas même la possibilité de recourir à la grève, toute tentative en ce sens étant violemment brisée

par l'emprisonnement et les tortures. N'ayant aucun des droits de citoyen français, soumis à l'odieux et barbare code de l'indigénat, les indigènes sont traînés devant des tribunaux répressifs spéciaux et condamnés à des peines très dures pour des peccadilles qui n'amèneraient, dans la métropole, qu'une simple admonestation.

Toute presse indigène étant interdite, toute association étant vite dissoute, il ne subsiste, en Algérie, aucune possibilité de défense pour les malheureux indigènes spoliés et exploités avec la dernière crapulerie qui puisse exister.

Ils sont astreints à un service militaire de deux ans, car ils constituent, pour les boucheries guerrières, un appréciable réservoir de chair à canon. Pendant la « guerre du droit », un grand nombre d'entre eux furent immolés à la victoire de cette France qui est bien pour eux la plus épouvantable des marâtres.

Avec des crapuleries les plus basses, le gouvernement français a anéanti toutes les écoles indigènes du pays, les remplaçant par des écoles françaises en nombre ridiculement insuffisant. Des douars comportant de nombreux villages, comptant des milliers et des milliers d'individus, sont entièrement privés d'enseignement. La généralité des femmes vivent dans l'ignorance absolue. Le résultat de cette politique ignoble est, dans les masses algériennes, une ignorance de bêtes de somme, ignorance voulue et entretenue par l'administration française.

Civilisation, n'est-ce pas ! Oh, lâches gouvernants ! L'agent de cette administration, auprès des indigènes, est un sinistre individu nommé caïd, individu méprisable, mouchard, il achète sa charge de policier et exerce une véritable terreur sur ses malheureux compatriotes. Canaille vénale, le caïd est toujours à vendre. Malheur à celui qui, ayant commis une faute légère, ne peut acheter son silence ! Malheur à l'indigène qui n'a pas l'heur de lui plaire ! Il fera connaissance avec les tribunaux d'exception, tôt ou tard.

La colonisation française aurait-elle apporté le progrès technique en Algérie ? Elle y a construit une seule ligne de chemin de fer, avec une seule voie. Dans la presque totalité de la colonie, les indigènes sont obligés, pour se déplacer, d'accomplir des marches longues et pénibles. Dans les campagnes, il n'y a point de service postal pour les indigènes ; ces derniers doivent, s'ils veulent entrer en possession d'une lettre ou d'un colis, perdre plusieurs jours pour aller à la ville et s'en retourner. Les routes, les ponts sont très rares, et les indigènes payent des impôts écrasants.

Beau progrès, vraiment !

Le sol de l'Algérie est riche, et les industriels et gros commerçants français rapaces, sans scrupules. Ils n'ont pas hésité à détruire complètement la civilisation

algérienne, jadis florissante, parcelle de la grande civilisation musulmane. Ils ont mis à la place l'oppression féroce, l'arrogance, la misère, la mort. Leur civilisation !

Inaugurée par un vol pur et simple — le refus de la France de payer une livraison de blé — la conquête de l'Algérie ouvrit, pour la bourgeoisie française, une ère de banditisme colonial qui n'est point close.

Donc, pour votre cynique parade, Messieurs les bourgeois et vos valets de tous poils, et malgré la haute prétention du napoléonet Chiappe qui espère museler les « subversifs » coloniaux, le groupe anarchiste algérien est décidé à démontrer à l'opinion publique vos crimes, vos ignominies que vous voulez baptiser du mot « civilisation ».

A l'opinion publique

La Voix libertaire n°55, 15 mars 1930

Au moment où se déroulent, avec un faste inouï, les fêtes du centenaire de la conquête de l'Algérie, il a paru aux Algériens résidant en France qu'il était utile, indispensable même, de faire entendre à l'opinion publique métropolitaine quelques vérités au milieu du concert de louanges officielles qui tend à couvrir de son bruit les plaintes d'un peuple qui souffre.

Certes, il serait beau de commémorer un centenaire si celui-ci avait pour but de magnifier un bel acte : l'affranchissement du peuple algérien. Malheureusement, le centenaire que l'on fête, en Algérie, n'a pas cette haute signification.

Depuis que le gouvernement de Charles X imposa, il y a cent ans, par la force du sabre, la « civilisation » à l'Algérie, qu'y a-t-il de changé ? Les colonisateurs et les marchands ont suivi la route tracée dans le sang du peuple arabe par les conquérants ; les uns ont dépossédé les indigènes et courbé sous leur joug hommes, femmes et enfants ; les autres se sont efforcés d'acquérir pour rien les produits naturels tout en vendant fort cher ce qu'ils apportaient. Concessionnaires et banquiers sont venus doubler l'ancien esclavage et, unis à la féodalité indigène, ont fait régner dans le pays conquis la plus dure exploitation.

Ainsi ce peuple, qui ne demandait rien à personne, a vu s'ajouter à la tyrannie de ses anciens maîtres celle des maîtres nouveaux.

A-t-il, au moins, retiré quelques bénéfices de la « civilisation » qu'on lui imposa il y a cent ans ? Non.

Astreint aux devoirs des citoyens, il n'en possède pas les droits. Il reste soumis à l'odieux régime de l'indigénat qui fait de tous les Algériens des êtres diminués. Pour lui, pas de liberté d'association, de pensée et de presse, mais les cours criminelles, les tribunaux répressifs qui font pleuvoir sur les malheureux Arabes les amendes et les corvées administratives, l'emprisonnement arbitraire, la confiscation. C'est l'inquisition au XX^e siècle.

Pour lui, pas de droit de vote, mais le service militaire de deux ans, alors que le Français ne fait que 18 mois. Pour lui, la réquisition pour les travaux insalubres, mais pas d'écoles pour les filles et quelques-unes seulement pour les garçons.

Pour lui encore, les impôts écrasants, les brimades des féodaux arabes, d'accord avec d'administration et le gouvernement, mais pas de logements, pas d'hygiène, pas de législation du travail.

Économiquement et politiquement, le peuple algérien est absolument esclave, deux fois esclave. Il ne possède réellement que deux droits : souffrir et payer, souffrir en silence et payer sans rechigner.

C'est le centenaire d'un tel état de choses que les aristocrates arabes et les ploutocrates français, satisfaits et heureux, commémorent en ce moment en Algérie.

Les Algériens qui ont pu quitter ce pays inhospitalier sont solidaires de leurs frères restés de l'autre côté de la Méditerranée. Ils ont voulu, à l'occasion de ce centenaire, éclairer l'opinion publique métropolitaine, lui faire connaître l'odieux régime imposé à tout un peuple. Ils demandent à cette opinion de les aider à conquérir les droits dont jouissent tous les autres citoyens français, puisqu'on leur impose des devoirs plus grands et plus lourds. Ils réclament notamment : l'abolition de l'indigénat, le droit syndical, la liberté de la presse, l'extension à l'Algérie de toute la législation sociale française.

Ils espèrent que leur appel sera entendu tout particulièrement par leurs frères : les travailleurs français. Et, en revanche, ils assurent ceux-ci de leur solidarité dans les luttes qu'ils entreprendront pour la libération commune. Ils savent que Français et Algériens n'ont qu'un ennemi : leur maître. Fraternellement unis, ils sauront s'en débarrasser pour fêter ensemble leur affranchissement.

La section algérienne de la CGT-SR

PS - Cet article sera tiré en plusieurs milliers de tracts, ils sont gratuits à toute individualité ou groupement anarchistes et syndicalistes fédéralistes désireux de le diffuser. Les commander à Saïl Mohamed, 41, rue Bisson, Paris, 20^e, ou au siège de la CGT-SR, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris, 10^e.

Peuple algérien, debout !

L'Éveil social, première année, n°2, février 1932

Un cri de haine et de dégoût autant que de désespoir et de révolte vient de jaillir de la poitrine d'une jeune femme pour votre délivrance.

Entendez bien, mes frères musulmans, c'est une femme, une Française, une anarchiste, qui, exaspérée par l'abominable régime d'exception qui vous opprime et vous empêche d'être des hommes comme les autres, tira un coup de revolver sur un policier qui se trouvait à la Bourse du travail d'Alger.

C'est pour votre cause, peuple musulman, qu'une anarchiste souffre en ce moment dans la prison de cette ville. Elle n'a fait cependant que manifester son indignation à votre place, à vous qui êtes des hommes !

En correctionnelle ou à la cour d'Assises où son geste doit l'amener, c'est toutes les atrocités que vous subissez, depuis un siècle qu'on vous « civilise », qui seront évoquées.

Mais vous, peuple algérien, peuple esclave, allez-vous rester indifférents à cette cause qui est la vôtre ? Laissez-vous cette femme, votre sœur, sans défense au milieu de l'organisme draconien qui s'appête à la broyer, quand elle-même sacrifie sa liberté pour défendre votre liberté ?

Cela serait un crime des plus lâches.

Soyez donc prêts à répondre à l'appel des organisations ouvrières françaises et algériennes, soyez prêts à vous battre s'il le faut contre tous ceux qui voudront vous empêcher de demander justice et libération pour une sœur qui doit être pour vous sacrée.

Pendant la guerre, le gouvernement de la Troisième République vous a montré comment il fallait mourir pour les beaux yeux des financiers et des banquiers de la métropole. Aujourd'hui, à votre tour, sachez lui montrer que vous êtes prêts à lutter de toutes vos forces pour votre propre cause et, en arrachant la libération de Marguerite Aspes, c'est la libération de toute une race honteusement opprimée que vous obtiendrez. Pour elle comme pour vous, debout, peuple algérien, debout !



Marguerite Aspes

Réponse au Secours rouge

L'Éveil social, deuxième année, n°2, février 1933

L'organisme intitulé « Secours rouge » ne perd pas une occasion lorsqu'il s'agit de masquer son hypocrisie en matière de défense des emprisonnés et des persécutés politiques.

Aujourd'hui il lui prend la fantaisie de réclamer l'amnistie pour mon cas. Le « Secours rouge » s'attache à démontrer ainsi son indépendance politique, tout comme il s'attache à démontrer le plus souvent possible un internationalisme qui n'exclut pas une soumission servile au gouvernement de Moscou qui torture et emprisonne les meilleurs révolutionnaires dans les bagnes de Russie.

Que le Secours rouge sache bien que, anarchiste convaincu, je ne tolérerai jamais que ma défense soit prise par les enfants de chœur du fascisme rouge qui sévit en Russie, pas plus d'ailleurs que par tout autre polichinelle politique qui viendra crier aujourd'hui amnistie pour m'enfermer lui-même demain. Ma carcasse est suffisamment dure pour résister à plus d'un séjour dans les geôles des régimes blancs ou rouges qui pourront porter atteinte à ma liberté. Ce n'est pas pour cela que j'irai implorer la pitié de gens qui ne sont que des rabatteurs de certains politiciens et les valets d'un régime qui ne le cède en rien au régime capitaliste.

Dans le journal *La Défense* du 31 décembre, les bons apôtres du Secours rouge consacrent quelques lignes à ma personne. A l'avenir, je les dispense entièrement d'une formalité aussi hypocrite ; je ne pourrai que mépriser une telle sollicitude tant qu'elle ne s'étendra pas aux victimes de Staline.

Pour les dirigeants de Secours rouge, comme pour tous ceux qui font les laquais et les soutiens des dictateurs, je ne saurais avoir que du mépris. Avec moi, toutes les victimes des dictatures et de l'autorité se dresseront pour crier : « *A bas toutes les prisons de la terre ! Que sur leurs mines, un jour, s'élève, radieuse et triomphante, l'Anarchie !* »

Notre ami Vergine, insulté par les professionnels de la calomnie qui font l'ornement du faisceau rouge de Drancy, a déjà répondu vertement à ces polichinelles dans un tract édité par le groupe libertaire. Dans leur dernier bulletin paroissial, les radoteurs assermentés du PC continuent à insulter notre camarade qui eut le tort de gêner certaines de leurs petites « combines » politiques. Les troupiers de la milice stalinienne de Drancy évoluent admirablement dans l'ordure. On voit que c'est leur élément naturel. Le groupe libertaire se solidarise avec le camarade Vergine et

exprime tout son mépris pour les pitoyables histrions qui, entre deux grimaces, ne savent que baver des insanités sur les meilleurs militants.

Le cynisme des administrateurs

L'Éveil social n° 20, août 1933

Par lâcheté, l'être humain prend souvent son mal en patience. Opprimé, il se résigne et, par « instinct de conservation », se retient pour ne pas cracher son dégoût à la face de ses dirigeants. Mais, lorsqu'il se découvre victime d'une criante injustice, lorsqu'il voit ses droits systématiquement abolis les uns après les autres, il commence à envisager la révolte salvatrice qui pourrait rétablir l'intégralité de son droit à la vie.

Affligés, pour la plupart, d'une nombreuse famille, les Algériens n'arrivent pas à atteindre un salaire supérieur à sept francs par jour. Les travailleurs indigènes dont le salaire journalier n'excède pas quatre francs sont même fort nombreux. C'est assez dire combien leur existence est précaire en dépit de la grande marge de bénéfices qu'ils assurent aux « pirates » du colonialisme et aux nombreux notables et caïds qui vivent grassement de la sueur du pauvre.

Beaucoup de ces pauvres bougres, fatigués de servir de bêtes de somme à des maîtres brutaux et insatiables, cherchent à s'évader de ce milieu misérable. Ils fuient donc le sol qui ne produit plus pour eux et ils s'en vont ailleurs chercher un peu de bien-être et de liberté. Malgré que l'instruction soit dispensée dans le bled avec une parcimonie crasse, le travailleur indigène commence à comprendre qu'il est un homme comme les autres et qu'il n'est point fait pour gémir éternellement sous la trique des esclavagistes.

Fuir, fuir... telle est la solution désespérée qui s'offre à un peuple qui s'est vu dépouiller sans scrupules et déposséder d'un sol qui lui permettait de vivre. Il faut fuir ou bien accepter de trimer lamentablement, le ventre vide, pour enrichir quelque grande crapule experte dans l'art de détrousser les faibles.

Mais encore cette fuite se heurte-t-elle à bien des inconvénients. L'émigrant se trouve souvent arrêté par les barricades administratives élevées par les serviteurs dociles du coffre-fort. Les « baudets » de l'administration s'efforcent d'arrêter l'exode et repoussent, autant que faire se peut, les malheureux indigènes sous l'exploitation de la flibuste immonde. Tout dernièrement, un cas typique m'était signalé, dans la

province de Constantine, à Sidi-Nich. Un nommé Mansouri Amar, venant d'accomplir son service dans cette belle armée française qui fait l'orgueil de M. Schneider, prit la résolution de quitter le bagne africain pour se créer ailleurs un sort plus propre à sa qualité d'homme. Pour ce faire, il dut demander un « laissez-passer » à l'administrateur de sa commune. Ce dernier lui répondit que c'était là chose impossible attendu que son nom n'existait pas sur les registres de l'état civil.

Le ridicule est donc à son comble. L'administration s'était peu soucié de cette lacune lorsqu'elle avait jugé bon de faire endosser à M. Amar les répugnantes loques militaires. Pour faire l'apprentissage du meurtre, pas besoin d'être inscrit sur un registre légal, mais lorsqu'il s'agit de revendiquer son droit à la vie, il n'en est plus de même.

L'administrateur de la Soumane qui fit cette belle réponse ne saurait mieux montrer au peuple algérien le mépris que ses maîtres ressentent pour les travailleurs. En effet, les capitalistes et leurs valets, trafiquants marron et politiciens tarés de France et d'Algérie, se moquent magistralement du sort des travailleurs indigènes. Ces derniers peuvent crever de faim sous les palmiers d'Afrique, peu importe aux sinistres fantoches du capitalisme pourvu que ceux-ci puissent trouver en temps utile une abondante cargaison de chair humaine pour la « coller » à la gueule des canons.

Que les Algériens se souviennent de la comédie criminelle de 1914-1918. Cent mille travailleurs y laissèrent leur carcasse pour conquérir une prétendue liberté. On exaltait alors l'héroïsme des enfants d'Afrique... Quand il s'agissait de crever, ils étaient des héros. Maintenant qu'il s'agit de vivre, ils sont redevenus « des bicots ».

Les tripoteurs et les mercantis d'Algérie, comme ceux de la métropole, veulent faire la grève de l'impôt. Les travailleurs algériens pourraient un jour les imiter et refuser de payer « l'impôt du sang ». Ni bourreaux, ni victimes, voilà ce qu'ils devront cracher à la face hideuse des assassins professionnels de toutes les patries.

Un appel du groupe anarchiste aux indigènes algériens

La Voix libertaire n°295, 23 mars 1935

Malgré plus d'un siècle de domination féroce, d'exploitation éhontée, les gouvernants de la « douce France », l'appétit toujours aiguisé, refusent de vous

mettre au rang des humains et ne tolèrent pas que vous puissiez défendre votre droit à la vie.

Cent longues années, pendant lesquelles vous avez vécu une existence atroce sous le joug indifférent des politiciens, se sont écoulées et les promesses de libération que l'on vous a faites si souvent ne servaient qu'à vous faire accepter toujours plus docilement le servage odieux sous lequel on vous maintenait. Vos exploiters ne vous considèrent même pas comme des hommes, mais comme des esclaves bons à tout supporter ; ils se servent de vous comme on se sert d'un âne docile que l'on jette à l'abattoir après l'avoir éreinté par les coups et le travail. Ils vous l'ont montré pendant la guerre, quand des milliers d'entre vous ont été emmenés sur les champs de bataille pour tuer d'autres hommes, et nombreux sont les cadavres des vôtres qui ont pourri bien loin de leur bled.

Ils vous le montrent tous les jours, quand ils vous demandent des impôts pour des terres souvent arides et incultes pendant qu'ils ont accaparé par la force toutes les plaines fertiles. Ils vous le montrent quand ils vous refusent le droit syndical et la liberté de penser autrement que vos maîtres du jour. Ils vous le montrent quand, à travail égal, le plus haut salaire de l'indigène est moitié moins élevé que celui de l'Européen, même si celui-ci est un ivrogne ou un abruti.

Et pourquoi toutes ces injustices ? Parce que vous avez la frousse de lutter efficacement pour arracher vos droits, parce que vous restez insensibles ou indifférents à votre propre misère, parce que votre révolte est celle du chien passif qui gueule et ne mord pas.

Vous êtes responsables de la honte dont les gouvernants vous couvrent. Attendez-vous un secours d'Allah, dont la religion vous ordonne la vengeance, et avec qui vous êtes en contradiction puis-que vous êtes soumis à des maîtres infidèles ? Non, n'attendez rien d'Allah, les cieus sont vides, et les dieux n'ont été créés que pour servir l'exploitation et prêcher la résignation. Ne recherchez le salut qu'en vous-mêmes car votre libération sera votre œuvre, ou elle ne sera jamais. Venez vers ceux qui cherchent à libérer l'humanité de tous ses tyrans.

Venez vers vos frères de misère qui, sans distinction de race, lutteront avec vous pour une fraternité et une égalité absolue. Venez dans les syndicats révolutionnaires — la CGT-SR — fréquentez les groupes anarchistes et, face à l'humiliation dont vous êtes victimes, debout pour votre droit à la vie, luttiez pour vivre en hommes libres.

En avant pour l'action directe qui libérera l'humanité de tous ces politiciens et de tous ces parasites ! En avant pour le fédéralisme libertaire !

Pour le groupe anarchiste des indigènes algériens : Saïl Mohamed

La « Civilisation française » en Algérie

Terre libre n°20, décembre 1935

A notre époque, si fertile en scandales, escroqueries ou brigandages de toutes espèces, il est utile de dénoncer parfois la situation douloureuse où se trouvent les peuples que, sous prétexte de civilisation, certaines puissances tiennent sous le joug. Car, de tous les crimes contre l'humanité, le colonialisme n'est pas le moindre. Je voudrais esquisser, en ces quelques lignes, l'état d'une colonie type après plus d'un siècle d'occupation. Je veux parler de l'Algérie.

Sur la conquête proprement dite, je ne ferai que quelques citations qui démontrent le caractère « chevaleresque » dont firent preuve les conquérants.

Le colonel Combes, du 47^e de ligne, écrivait d'Oran le 18 juin 1836 : « *Nous pûmes, au moyen de braves alliés, incendier sur notre route et dans un grand rayon tout ce qui était brûlable ; la campagne fut en un instant un vaste océan de feu. Cette manœuvre fut continuée les jours suivants.* »

Le colonel Schmidt, du 53^e de ligne, écrivait de Médéah, le 18 mai 1841 : « *Le duc de Nemours a visité ma capitale ; il est heureux qu'on ignore en France comment on a traité cette pauvre ville : ce n'est plus qu'un amas de ruines.* »

Du capitaine Canrobert (futur maréchal), le 1^{er} janvier 1842 : « *Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité d'habitations de Kabyles et enlevé plusieurs sortes de troupeaux, des femmes, des enfants et des vieillards... Le soldat, mal ou pas surveillé, excité d'ailleurs par l'appât du pillage, se livre aux excès les plus grands qui vicient singulièrement son caractère.* »

Du commandant de Lioux, du 43^e de ligne : « *Bougie, le 23 avril 1843. Nous rentrons d'une nouvelle expédition ; notre colonel avait mission de tout ravager sur son passage, et à plusieurs lieues autour de ses bivouacs successifs. En effet, on a beaucoup détruit ; des villages entiers, de grands et véritables villages, ont disparu par l'incendie, et plusieurs milliers de pieds de figuiers, d'oliviers et d'autres ont été coupés.* »

On connaît aussi l'exploit du vaillant colonel Pélissier qui fit enfumer dans des grottes 800 indigènes. J'en passe, et des plus « civilisatrices » encore !

Après cette glorieuse campagne, la douce France put s'approprier le pays des Algériens vaincus et y établir un régime dont je vais donner quelques aperçus.

Expropriés des plaines et terres fertiles, les indigènes sont refoulés vers les montagnes incultivables. Dans ces régions, les routes et les ponts n'existent pas ou

sont réduits au minimum ; le chemin de fer n'est, pour la plupart, qu'un rêve lointain et, pour aller retirer une lettre, un colis, un mandat, l'indigène doit quelquefois faire trois ou quatre jours de marche car le service postal est, comme le reste, établi pour l'usage des habitants des grands centres.

La majeure partie des écoles arabes étant systématiquement supprimées, le gouvernement de la 3^e République, pour qui l'ignorance de l'indigène est un facteur de soumission, n'a pas cru bon de les remplacer par des écoles françaises. Dans les villes ou les villages où ces dernières existent, sur un million d'enfants d'âge scolaire, 60 000 seulement sont susceptibles de les fréquenter ; les autres sont réduits à traîner dans les rues et gardent une ignorance et une mentalité arriérée qui les livrent comme des bêtes à la plus honteuse exploitation. J'insiste sur le fait que, malgré cela, l'indigène est assujéti à un impôt écrasant qui ne profite qu'aux coffres-forts de l'administration et de ses parasites, sans qu'en contrepartie le moindre avantage lui soit consenti.

Les lois sociales n'existent pas pour l'indigène ; le droit syndical et la liberté de penser lui sont refusés rigoureusement. Il n'est pas citoyen : il est sujet et, de ce fait, ne participe pas aux opérations électorales. Le suffrage universel n'existe pas pour lui ; mais, par contre, le recrutement et la conscription existent : le service militaire est obligatoire.

Le régime d'exception et les lois scélérates qui le soutiennent font de l'Algérie une terre où l'autorité pèse plus lourdement que dans les pays à régime dictatorial, comme l'Italie ou l'Allemagne.

Si l'indigène vient en France, il est réduit au silence car, partout où il se trouve, on lui serre la vis. Quand, après un séjour dans la métropole, l'idée lui vient de revenir dans son pays, malheur à lui s'il ne s'est pas conduit en esclave soumis : il est catalogué et bien tenu à l'œil en arrivant là-bas. C'est pourquoi nous sommes nombreux, militants anarchistes et révolutionnaires, qui restons exilés en France, pays soi-disant de liberté, loin de notre sol natal où nous aurions de quoi vivre, beaucoup d'entre nous ayant des biens dont ils pourraient jouir s'ils ne savaient pas que là-bas ils seraient placés devant ce dilemme : ou se soumettre honteusement, ou vivre dans l'exploitation éhontée des rapaces coloniaux.

Au point de vue moral, les Algériens pur sang, c'est-à-dire les Kabyles, sont foncièrement libertaires, réfractaires à tout militarisme. Dans leur pays natal, ils pratiquent le libre échange et la solidarité sur une vaste échelle. Le droit d'asile est sacré pour eux. Dans leurs cœurs remplis de fierté native, une révolte gronde et se

dessine qui les pousse instinctivement vers tout ce qui est libération de l'individu, et cela malgré la répression farouche qui les frappe. Rien n'arrêtera leur élan. Leur soumission, plus apparente que réelle, leur pèse et ils jugent sans indulgence les sinistres fantoches de soi-disant civilisés qui ont abusé trop longtemps d'une autorité maladroite et arbitraire.

Qu'avez-vous apporté, colonialistes de tout acabit, qu'avez-vous fait, en plus de cent ans, vous qui vous mêlez de civiliser les peuples que vous prétendez barbares ? Vous avez construit de belles bâtisses pour loger vos séides et vos larbins, mais de misérables indigènes couchent dehors. Les rues d'Alger, ville lumière, grouillent de mendiants que piétinent les expropriateurs de leurs parents.

Vol, rapine, incendie, assassinat d'un peuple trop faible pour se défendre, voilà votre œuvre, voilà ce qu'est votre civilisation dans sa triste réalité.

A bas le code de l'indigénat ! Égalité totale des droits !

Le Libertaire n°506, 24 juillet 1936

Au nom du groupe des anarchistes algériens, nous recevons de notre bon camarade Saïl Mohamed l'article suivant que nous insérons bien volontiers, car il rappelle opportunément aux dirigeants du gouvernement du Front populaire l'immense travail qui reste à accomplir dans ce que des patriotes de toutes espèces appellent la France d'outre-mer, pour faire des indigènes au moins des égaux politiques de leurs « protecteurs » français. En Afrique du Nord, en Afrique-Occidentale française comme en Afrique-Équatoriale française, à Madagascar comme en Indochine, « des dizaines de millions » d'indigènes attendent que soit mis fin à l'odieux régime d'exception qui les opprime. Là au moins, le gouvernement de Front populaire peut facilement accomplir la tâche urgente qui s'impose. Il n'a qu'à s'inspirer des méthodes que préconisaient dans l'opposition ceux qui le composent aujourd'hui...

Hommes de cœur, comprenez enfin nos cris de douleur, nos appels de détresse et réclamez avec nous l'abolition totale de l'ignoble code de l'indigénat qui mine

lentement le moral et le physique du peuple algérien et est une tache à l'honneur de la France dite républicaine et démocratique.

Vous qui frémissiez quand une injustice se produit dans votre entourage, qui protestez avec énergie quand une victime du fascisme gémit dans une geôle, qui vous révoltez quand, à l'autre bout du monde (l'Algérie n'est qu'à 750 km de la métropole), un innocent agonise, victime d'une répression, vous ne pouvez pas rester sourds à notre appel et être insensibles à cette iniquité monstrueuse : un peuple tout entier, dont le seul crime est d'avoir été vaincu et dépossédé par la force, croupit dans des conditions de vie misérables et subit un esclavage qui déshonore notre siècle.

Car enfin, qu'est-ce que le code de l'indigénat ?

C'est tout simplement cet ensemble de lois qui mettent l'indigène algérien à la merci de la métropole, qui exigent des devoirs et des charges écrasants, mais qui en échange ne donnent aucun droit. Il est formellement interdit au Français d'outre-mer de se syndiquer pour se défendre contre un patronat qui l'exploite et l'opprime. Pour lui, pas de liberté d'opinion, pas de liberté de la presse. Ses écoles sont rares, et l'instruction est à un niveau tellement bas que très peu peuvent en profiter et restent dans une ignorance complète qui permet une exploitation éhontée. L'indigène n'ayant pas le droit de vote, on lui impose une dictature qui le traque et le rançonne. Les impôts écrasants sont engloutis en partie dans de louches affaires car, malgré leur importance, les villages indigènes sont dans leur généralité privés de lumière, de postes et de télégraphe, et il n'y a pour ainsi dire pas de routes carrossables.

Pour cacher cette incurie, les gouvernants invoquent ce motif aussi absurde que ridicule : « *Pour qu'il soit mis au rang des "civilisés", l'indigène doit renoncer à son statut personnel qui lui donne le droit de se marier avec plusieurs femmes.* » Parce qu'en France, voyez-vous, il n'y a pas de harem, mais l'hypocrisie en matière sexuelle existe davantage qu'en Algérie. Et au point de vue religieux, quand les ministres laïcs s'agenouillent cyniquement et sans foi devant un dieu en carton ou en plâtre, qu'ont-ils à reprocher au malheureux bicot qui pratique des rites qui ne sont pas plus ridicules que ceux des autres religions, car elles se valent toutes et ne sont fondées que sur la crédulité de leurs fidèles.

Mais voici qu'en l'an 1936, le gouvernement de Front populaire veut, dit-on, atténuer ce mal ; l'atténuer seulement, et non le guérir complètement, même en ayant le pouvoir.

Croit-il qu'avec un os à ronger il va calmer la révolte qui gronde ? Ne songe-t-il pas que le « sidi » à qui l'on a appris à mourir pour les marchands de patriotisme sur les champs de bataille de la dernière boucherie pourrait peut-être pousser sa révolte jusqu'à la délivrance totale ? Ne voit-il pas que, là-bas, les fascistes travaillent, que les

fruits de leur propagande commencent à apparaître à une cadence accélérée. Les suppôts de l'hitlérisme vont-ils être les seuls bénéficiaires de l'incurie des gouvernants qui ne veulent pas se rendre compte que leur politique néfaste envers un peuple opprimé les jette pieds et poings liés dans les bars du fascisme. Nous qui sommes nés et avons vécu en Algérie et qui connaissons le tempérament de nos compatriotes, nous disons : « *Prenez garde, si vous ne donnez pas l'égalité des droits aux indigènes, si vous leur refusez l'instruction, vous serez coupables de la révolte d'un peuple accablé qui souffre depuis cent ans et qui sera capable de tenter la pire aventure pour reconquérir sa liberté.* » Nous voyons tellement ce danger que nous croyons de notre devoir de vous donner l'alerte.

Nous ne sommes pas des politiciens, mais de simples travailleurs qui voient bien plus loin qu'on le croit communément.

Notre appel doit être entendu par tous ceux pour qui la liberté n'est pas un vain mot.

A bas tous les fascismes !

Pour le groupe anarchistes des indigènes algériens : Saïl Mohamed

Lettre du front

L'Espagne antifasciste n°17, 4 novembre 1936

Farlete, le 30 octobre 1936

A mes bons camarades de la CGT-SR

Je vous ai écrit dernièrement en vous disant que nous étions une douzaine de copains de la CGT-SR au Groupe international. Nous sommes actuellement 52, venant un peu de partout en France, et pour célébrer ce petit groupement de camarades sur le champ de bataille, nous avons improvisé un chiffon peint en rouge et noir, avec l'inscription CGT-SR, FAF, AIT, en gros caractères, et l'avons planté là, face à la canaille fasciste tremblant de frousse. Hé oui Nous sommes là, entendant très bien, de nos positions, les sirènes des usines de Saragosse. Cela pour vous dire purement et simplement que nous ne sommes pas loin du but.

Sans lunettes, bien moins avec des jumelles, nous voyons très bien la ville avec nos simples yeux. Comprendra qui voudra (sauf Clément Vautel, Larocque et autres comédiens qui amusent la galerie !)

Croyez-moi, braves camarades, je ne vous écris pas de Perpignan ou d'une autre ville frontière comme il est de règle chez les pisse-copie de la belle presse fasciste, républicaine ou même démocratique. Je ne vous écris même pas de Farlete, mais de bien plus loin encore, c'est-à-dire tout près de Saragosse.

Mais au fait, que dit la grrrande presse d'information ?

Ici, je ne la lis pas, mais comme je sais qu'elle ne changera pas sa nourriture, je lui adresse le dégoût d'un milicien combattant écoeuré de sa servilité et de ses mensonges crapuleux.

Ma vieille mère se croit belle à 80 ans tout comme le fascisme agonisant qui se croit encore vivant.

Quant à la question de la militarisation des milices, criez-le à qui voudra l'entendre sans risque d'être démentis dans toutes les colonnes dirigées par des anarcho-syndicalistes, et elles sont les plus nombreuses : « *Miliciens, oui, soldats, jamais !* ».

Tout est liberté chez nous, et cette liberté fait de nous des hommes disciplinés, bravant la mort et la torture.

Nous ne marcherons jamais à la baguette, mais nous ne pâlirons jamais devant l'ennemi.

Militarisation ? Dans les colonnes des politiciens, rien ne nous étonne, mais chez nous il n'y a que des camarades sans dieu ni maître, tous sur le même pied d'égalité.

Durruti est notre guide et notre frère. Il mange et couche avec nous, il est moins bien habillé que nous, il n'est ni général, ni caïd, mais un milicien digne de notre amitié.

Les grades, la fanfaronnade et l'ambition sont le rêve des polichinelles de tout acabit et non pas de ces milliers et milliers d'anarcho-syndicalistes qui font la beauté de l'Espagne libertaire.

A la prochaine, et au nom de mes camarades je vous envoie à tous notre salut fraternel.

Saïl Mohamed, sans grade ni matricule, comme tous ses camarades



Aux travailleurs algériens

Le Libertaire n°22, 25 mars 1946

Pour mieux vous endormir, les gouvernants de la 4^e République vous accordent pompeusement le droit de vote qui, en réalité, ne servira qu'à renforcer un capitalisme agonisant dont les députés sont les plus fiers larbins.

Sous la poussée des masses algériennes évoluées, la sale clique des caïds et des marabouts est en train de disparaître quand, en crapules rusées, les partis politiques se dépêchent de les remplacer par d'autres béni-oui-oui au service du capitalisme qu'ils appellent députés pour mieux vous tromper.

Ce sont, bien entendu, des étiquettes plus ronflantes mais, en réalité, c'est du kif au même, car bourrique officielle ou bourrique officieuse ne font qu'un même dada du régime qui les paie grassement et dont vous faites les frais.

Jaloux des lauriers du pape Staline qui est en train d'imposer sa dictature au monde arabe, tels l'Iran et la Turquie dont il veut s'accaparer, en vertu sans doute du droit des peuples à se diriger eux-mêmes, nos communistes repartis de France tentent de vous empoisonner avec une fausse doctrine dont le but est de profiter de votre crédulité.

Tous les partis politiques, en vous faisant croire qu'ils sont vos défenseurs, sont des parasites qui vivent grassement sur votre dos. Un député gagne 350 000 F par an, plus les petits à-côtés, pour quelques heures de bavardage par mois, alors que vous, créateurs de toutes les richesses, vous peinez du matin au soir pour un salaire qui suffit à peine à vous empêcher de mourir de faim.

Camarades algériens, ouvrez les yeux ! Ne servez plus de cobayes à des arrivistes sans scrupules qui vous grugent et vous dominant. Assez de bourrage de crâne. Votre place est parmi les anarchistes qui ne vous demandent ni place ni prébende, mais seulement de lutter avec eux pour la suppression totale du régime d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme.

Travailleurs algériens, pour qu'il n'y ait plus de caïds de députés ou de marabouts endormeurs du peuple, venez avec nous !

Tous ensemble, nous édifierons un règne sans classes, le fédéralisme libertaire, où il n'existera ni maîtres ni valets, mais seulement des hommes égaux.

Debout pour la révolution sociale qui nous débarrassera à jamais des dominateurs et des exploités. Camarades algériens, en avant pour un monde nouveau ! Ni dieu, ni maître, et crions tous ensemble : « *Vive l'anarchie !* ».

La mentalité kabyle

Le Libertaire n°257, 16 février 1951

A maintes occasions, j'ai parlé dans ces colonnes du tempérament libertaire et individualiste caractérisé de mes compatriotes berbères d'Algérie. Mais aujourd'hui, alors que la caverne d'Ali Baba d'outre-mer craque et croule, je crois utile d'affirmer, contre tous les pessimistes professionnels ou les rêveurs en rupture de places lucratives que l'Algérie libérée du joug colonialiste serait ingouvernable au sens religieux, politique et bourgeois du mot. Et je mets au défi toutes les canailles prétendant à la couronne d'apporter la moindre raison valable et honnête à leurs aspirations malsaines, car je leur oppose des précisions palpables et contrôlables, sans nier cependant que leur politique a quelque succès quand il s'agit d'action contre le tyran colonialiste.

Il faut voir l'indigène algérien, le Kabyle surtout, dans son milieu, dans son village natal et non le juger sur son comportement dans un meeting, manifestant contre son ennemi mortel : le colonialisme.

Pour l'indigène algérien, la discipline est une soumission dégradante si elle n'est pas librement consentie. Cependant, le Berbère est très sensible à l'organisation, à l'entraide, à la camaraderie mais, fédéraliste, il n'acceptera d'ordre que s'il est l'expression des désirs du commun, de la base. Lorsqu'un délégué de village est désigné par l'Administration, l'Algérie le considère comme un ennemi.

La religion qui, jadis, le pliait au bon vouloir du marabout, est en décadence, au point qu'il est commun de voir le représentant d'Allah rejoindre l'infidèle dans la même abjection. Tout le monde parle encore de Dieu, par habitude, mais en réalité plus personne n'y croit. Allah est en déroute grâce au contact permanent du travailleur algérien avec son frère de misère de la métropole, et quelques camarades algériens sont aussi pour beaucoup dans cette lutte contre l'obscurantisme.

Quant au nationalisme que j'entends souvent reprocher aux Algériens, il ne faut pas oublier qu'il est le triste fruit de l'occupation française. Un rapprochement des peuples le fera disparaître, comme il fera disparaître les religions. Et, plus que tout autre, le peuple algérien est accessible à l'internationalisme, parce qu'il en a le goût ou que sa vie errante lui ouvre inévitablement les yeux. On trouve des Kabyles aux quatre coins du monde ; ils se plaisent partout, fraternisent avec tout le monde, et leur rêve est toujours le savoir, le bien-être et la liberté.

Aussi, je me refuse à croire que des guignols nationalistes puissent devenir un jour ministres ou sultans dans le dessein de soumettre ce peuple, rebelle par tempérament.

Jusqu'à l'arrivée des Français, jamais les Kabyles n'ont accepté de payer des impôts à un gouvernement, y compris celui des Arabes et des Turcs dont ils n'avaient embrassé la religion que par la force des armes. J'insiste particulièrement sur le Kabyle, non pas parce que je suis moi-même Kabyle, mais parce qu'il est réellement l'élément dominant à tout point de vue et parce qu'il est capable d'entraîner le reste du peuple algérien dans la révolte contre toute forme de centralisme autoritaire.

Le plus amusant de l'histoire, c'est que la bande des quarante voleurs ou charlatans politiques nous représente le nationalisme d'outre-mer sous la forme d'une union arabe avec l'emblème musulman et avec des chefs politiques, militaires et spirituels à l'image des pays du Levant. J'avoue que le dieu arabe de nos sinistres pantins d'Algérie a bien fait les choses, puisque la guerre judéo-arabe nous révéla que les chefs de l'islamisme intégral ne sont rien d'autre que de vulgaires vendus aux Américains, aux Anglais, et aux Juifs eux-mêmes, leurs prétendus ennemis. Un coup en traître pour nos derviches algériens, mais salutaire pour le peuple qui commence à voir clair.

Pensez donc, un bon petit gouvernement algérien dont ils seraient les caïds, gouvernement bien plus arrogant que celui des roumis, pour la simple raison qu'un arriviste est toujours plus dur et impitoyable qu'un « arrivé » ! Rien à faire, les Algériens ne veulent ni de la peste, ni du choléra, ni d'un gouvernement de roumi, ni de celui d'un caïd. D'ailleurs, la grande masse des travailleurs kabyles sait qu'un gouvernement musulman, à la fois religieux et politique, ne peut revêtir qu'un caractère féodal, donc primitif. Tous les gouvernements musulmans l'ont jusqu'ici prouvé.

Les Algériens se gouverneront eux-mêmes à la mode du village, du douar, sans députés ni ministres qui s'engraissent à leurs dépens, car le peuple algérien libéré d'un joug ne voudra jamais s'en donner un autre, et son tempérament fédéraliste et libertaire en est le sûr garant. C'est dans la masse des travailleurs manuels que l'on trouve l'intelligence robuste et la noblesse d'esprit, alors que la horde des « intellectuels » est, dans son immense majorité, dénuée de tout sentiment généreux.

Quant aux staliniens, ils ne représentent pas de force, leurs membres se recrutent uniquement parmi les crétins ou déchet du peuple. Car l'indigène n'a guère d'enthousiasme pour se coller une étiquette, qu'elle soit mensongère ou superfasciste.

Pour les collaborateurs, policiers, magistrats, caïds et autres négriers du fromage algérien, leur sort est réglé d'avance : la corde, qu'ils valent à peine.

Pour toutes ces raisons, mes compatriotes doivent-ils être considérés comme d'authentiques révolutionnaires frisant l'anarchie ? Non, car s'ils ont le tempérament indiscutablement fédéraliste et libertaire, l'éducation et la culture leur manquent, et notre propagande, qui est cependant indispensable à ces esprits rebelles, leur fait défaut.

C'est ce pourquoi œuvrent nos compagnons anarchistes de la fédération nord-africaine.

Le calvaire des travailleurs nord-africains

Le Libertaire n°273, 15 juin 1951

Le système gouvernemental de style superfasciste et le mode de travail digne de l'antiquité que subissent les indigènes nord-africains sous le joug des colons sont la raison majeure de l'exode massif de mes compatriotes vers la métropole.

Oui, l'Afrique du Nord, pourtant contrée des plus riches, est devenue pour les indigènes une terre d'enfer, un bagne qui avilit l'homme jusque dans sa dignité : à franchement parler, la vie « libre » en Afrique du Nord est équivalente à celle des prisons en Europe !

Très nombreux, même, sont les fils de riche qui viennent en France partager la cause des travailleurs, plutôt que d'accepter l'humiliation réservée à leurs frères de race, puisque l'indigène que le droit de servir, de payer et de la fermer !

Et il faut dire, « braves Français de France », que sans cette évasion vers la métropole, où mes compatriotes, au prix de privations multiples, arrivent à desserrer l'étreinte des leurs en pays natal, des familles entières se voient réduites à se nourrir de son d'orge et autres mets qu'un chien métropolitain refuserait d'avalier...

Toutes les plaines fertiles sont enlevées aux travailleurs et, en récompense, le colon bourgeois « élu » octroie généreusement un salaire de famine et des journées de labeur de 10 à 14 heures. Gare aux fortes têtes ! Oser déclencher une grève revendicative avec occupation d'usine est puni non de prison mais de la balle salubre d'un CRS... au nom d'une civilisation bienfaisante ! De plus, en l'absence du présumé coupable, l'arrestation d'otages est coutumière, Voilà les exploits courants des colonialistes assassins, avides de carnage...

Que tous reconnaissent que les travailleurs originaires des pays d'outre-mer venant chercher en France un peu plus de bien-être et de liberté sont vraiment des hommes braves qui méritent bien des égards. Malheureusement, au contact de leurs frères de misère de la métropole, qu'ils distinguent nettement des tueurs d'outre-mer, ils se heurtent souvent à

l'incompréhension ou au dédain. D'où leur méfiance vis-à-vis des « roumis » (sans toutefois généraliser). Cependant les travailleurs nord-africains fuient les partis politiques de France, car ils se souviennent de l'exploitation. Les syndicats, de même, ne les intéressent guère. Et pourtant, ces travailleurs savent être, au cours des grèves, à l'avant-garde du combat de classe. Ils combattent avec acharnement aux côtés des travailleurs contre l'État et le patronat, et aussi contre les bourriques républicaines. Le 1^{er} mai l'a montré !

La révolte gronde dans ces hommes ulcérés. Les anarchistes qui, seuls, ont le droit d'affirmer qu'ils mènent le bon combat, ne manqueront pas de faire connaître aux travailleurs d'outre-mer qu'en tout état de cause ils sont à leurs côtés face aux hyènes déchaînées.

Camarades nord-africains, il existe une catégorie de « roumis » totalement désintéressés qui luttent sans merci pour le bien-être et la justice sociale, contre les discriminations raciales. Oui ! Sachez, camarades, que les anarchistes sont vos réels amis qui ne vous demandent rien d'autre que d'être à leurs côtés pour mener la lutte commune contre le Capital, l'État et le Colon, qui ne sont qu'un seul monstre sous un même bonnet.

Le Libertaire n°275, 29 juin 1951

Mise au point indispensable sur la conduite des nord-africains en France : Après avoir souligné l'ingratitude du capitalisme et de l'État français qui, pour se libérer du joug allemand, firent massacrer en série nos pauvres compatriotes, nous parlerons des reproches aussi vaseux que ridicules trop souvent faits aux travailleurs nord-africains.

Mes compatriotes ont l'habitude de vivre groupés dans certains quartiers ; c'est là seulement le fait de tout peuple émigré à l'étranger. Nous touchons là le fond du problème, car le Nord-Africain, la plupart du temps illettré, de par son éducation, ses mœurs et ses origines, n'est pas Français. D'autre part, il faut souligner que la solidarité traditionnelle incite le Nord-Africain à retrouver et à aider les siens, et c'est, je crois, une qualité que peuvent nous envier bien des prétendus civilisés. On fait toujours de lui, lorsqu'on parle du Nord-Africain, un triste tableau. S'il s'habille mal, parfois se soûle, se bat, etc., c'est hélas le triste fruit d'un régime crapuleux : le colonialisme, renforcé par les vices de certains travailleurs français qui déteignent sur ceux qu'ils fréquentent. L'art de sabler la vinasse a toujours été l'un des enseignements chers à la civilisation française, et l'abrutissement des travailleurs n'est-il pas le plus sûr garant de leur inertie ? Pour ce qui est de l'habillement, nos compatriotes préfèrent, sans doute, avec leur maigre salaire de manœuvre, nourrir d'abord leurs enfants, plutôt que de songer à se payer des smokings. Quant à l'esprit

batailleur et au goût de la lutte, ce sont des qualités qui seront utiles un jour aux barricades, lorsque le peuple de France — pour l'heure émasculé — se réveillera.

En matière de crapulerie, les statistiques officielles montrent que la proportion des crimes nord-africains est insignifiante.

En définitive, tous les peuples se valent, et c'est faire preuve de parti pris que jeter l'anathème sur les uns et glorifier les autres. Il me semble plus logique de chercher les raisons profondes des malades des travailleurs nord-africains qui, en fait, sont surtout des déracinés, plutôt que de les blâmer systématiquement. Si, pour les bien-pensants, nous sommes des indésirables incurables, qu'attendent-ils, eux, « peuple souverain », pour faire pression sur leurs gouvernants pour que tous les Européens déménagent de chez nous (et, s'il le faut, après avoir détruit leurs prétendues réalisations, mais restitué nos terres) ? Nous vous assurons que ce serait avec allégresse que nous rembarquerions. Et nous verrions alors qui, des deux peuples, gagnerait au change et se libérerait de toute servitude. C'est là que nous verrions apparaître nettement l'instinct fédéraliste et libertaire du Nord-Africain. Mais l'opération est, hélas ! une simple chimère. Et, puisque nous nous coudoyons journallement, cherchons plutôt à nous comprendre pour mieux nous unir, face à l'ennemi commun : le Capitalisme et l'État.

Le Libertaire n°276, 6 juillet 1951

Émigration.

Pour que mes compatriotes puissent vivre comme le commun des mortels, sur les 25 millions d'indigènes peuplant l'Afrique du Nord, il faudrait que 24 millions au moins s'en évadent, l'autre million étant des collaborateurs vendus, des riches heureux de leur sort, ou tout simplement des idiots sans discernement. Mais comment faire pour déplacer des femmes et des enfants illettrés, ne comprenant pas un traître mot de français, quand on a souvent du mal à se faire comprendre soi-même ?

Que faire des vieux ne pouvant plus travailler et qui, suivant la coutume, sont à la charge des enfants ? Et l'argent du voyage, du logement, la menace du chômage en pays étranger, et bien d'autres obstacles qui sont toujours le partage du pauvre, sans compter les préjugés difficiles à faire disparaître chez les humains en régime capitaliste ou étatiste.

Malgré cela, ceux de mes compatriotes qui ont la chance de desserrer l'étreinte amènent en France femmes et enfants, et il n'est pas rare d'en rencontrer en nombre, surtout dans les banlieues de grandes villes.

Personnellement, je suis contre cette manière d'agir, car le Nord-Africain qui vient en France avec sa famille est obligé de se soumettre à la dictature patronale et policière de crainte que les siens ne tombent dans la misère. On se débrouille mieux lorsqu'on est chez soi, et en Afrique du Nord la solidarité jouerait à plein.

Un assez grand nombre d'entre eux, mariés en pays natal, trouvent plus radical de divorcer et de se remarier ici, plutôt que de retourner outre-mer où la vie est intenable, sous la botte écrasante des colonialistes esclavagistes et arrogants.

Que l'on sache une fois de plus que l'Afrique du Nord, toujours battue, ne s'est jamais avouée vaincue sous n'importe quelle conquête, et on en compte plus d'une, de l'Antiquité à nos jours. De tout temps, son peuple s'est dressé, unanime, les armes à la main, contre tous les oppresseurs. Ce qui est significatif, c'est qu'il n'y a jamais eu d'« État central berbère », mais des « collectivités fédéralistes » contre lesquelles se sont brisés tous les conquérants, des Romains aux Espagnols, sans oublier les Arabes et les Turcs, et sûrement demain les Français.

Pour bien préciser le caractère rebelle à toute domination de mes compatriotes nord-africains, je suis obligé de revenir en arrière, pour bien montrer le courage de tout un peuple : sous la domination arabe et turque, seuls les citadins de quelques grandes villes d'alors se soumettaient au pouvoir central. La quasi-totalité de la population nord-africaine se refusait à l'impôt.

Aussi les gouvernements se voient obligés de laisser à la population son mode d'organisation qui consiste, même de nos jours, à la dîme « volontaire » servant uniquement à l'entraide locale contrôlée par la base.

Autre fait significatif : le bey de Tunis et le sultan du Maroc, bafoués dans leur autorité, virent dans les Français un moyen de rétablir un pouvoir chancelant. Mauvais calcul, qui ne servit que les intérêts capitalistes français. C'est pourquoi je suis convaincu qu'un jour proche viendra où mes compatriotes découvriront leurs cousins germains que sont les anarchistes. Leurs conceptions se rapprochent beaucoup, et tous ensemble ils feront rendre gorge aux affameurs et aux oppresseurs d'où viennent.

Le Libertaire n°277, 26 juillet 1951

J'ai lu des reportages, hélas incomplets, rédigés par des hommes généreux, sur les crimes perpétrés journallement en Afrique du Nord. Ces hommes ne sont pas dans la peau d'un pauvre fellah qui souffre en silence, ni même dans celle de l'indigène

quelque peu affranchi qui redoute encore la vengeance terrible des dictateurs dits « administrateurs de communes » qui, eux, entendent le mettre au ban de la société s'il a le malheur de relever la tête ou de dire ce qu'il pense.

Le colonialisme est un crime ignoble, abominable, une honte dégradante qu'un « Français de France » ne peut s'imaginer.

Alors qu'on nous a tout volé, nous payons des impôts écrasants pour des montagnes incultivables, que nous cultivons quand même pour ne pas crever de faim. Ne parlons donc pas du bénéfice clans ce pays maudit où l'indigène perd tout et ne gagne rien.

Certes, il y a des riches, mais pas une classe de riches. Tout au plus quelques chanceux parmi lesquels les vendus, politiciens, affairistes et autres négriers du régime. Mais l'innombrable majorité n'a que ses bras pour travailler et ses yeux pour pleurer. Toute son âme est meurtrie par cette vie de chien muselé.

Les bagnes sont pleins. Plus de place dans les prisons. Vivent les camps de concentration qui s'édifient partout ! La France républicaine et démocratique civilise à tour de bras, sans faiblesse. C'est pour elle qu'il faut crever, n'est-ce pas ?

Des impôts écrasants, des brimades, des vexations, mais pas d'écoles pour instruire et éclairer la victime du colonialisme. Pour mieux traiter le « sidi » d'ignorant, on l'empêche systématiquement de s'instruire. Et, pour mieux l'abrutir, on lui défend de s'éduquer socialement.

Terre d'enfer, terre maudite qui rejette ses fils vers un ciel qu'ils croient plus hospitalier. Ils viennent en France et tombent aussi mal car, sans instruction et sans métier, ils sont voués au travail de manœuvre qui les exténue et les fait crever de faim. A Paris comme ailleurs, on n'embauche l'Africain du Nord que pour des travaux pénibles et malsains, moyennant un salaire dérisoire fièrement approuvé par les trois centrales politiciennes. Nombreuses sont les boîtes qui refusent d'embaucher les Nord-Africains pour la simple raison qu'ils sont en général frondeurs et qu'ils entendent se faire respecter du chef « garde-chiourme » au autres « m'as-tu vu » arrogants. Ceux de mes compatriotes qui savent lire et écrire et qui cherchent à améliorer leur sort en essayant d'apprendre un métier libérateur se voient interdire l'usage d'un outil ou d'une machine. Pourtant j'affirme que la plupart de mes compatriotes sont doués d'intelligence et que, même illettrés, ils sont capables de devenir des ouvriers qualifiés en un temps record. Tous cherchent à se perfectionner mais on s'obstine à leur en refuser les moyens. Il existe bien des écoles professionnelles à Paris, mais on exige un degré d'instruction que mes compatriotes n'ont pas, car si les bandits colonialistes ont su s'accaparer de l'Afrique du Nord par l'assassinat, le vol et l'incendie, ils entendent laisser

le pays sans école, pour mieux abrutir son peuple et l'exploiter à merci tout en lui interdisant la liberté de presse et de pensée.

PS - Cent trente-cinq militants du Parti du peuple algérien (PPA) viennent d'être condamnés à Bône (Constantine) à des peines allant de six mois à dix ans de prison, à des amendes allant de 20 000 à 1 500 000 F. Ce jugement est intervenu à la suite de la provocation appelée le « complot » dirigée contre les nationalistes algériens.

N'oublions pas qu'en Afrique du Nord « complot » est l'équivalent du cri de « Mort aux vaches ! » que peut proférer dans la rue à Paris le commun des Français et s'en tirer avec trois heures de car ou une simple récrimination du flic de service !

Emprisonnez, assassinez, oh ! pitres sanglants, mais la révolte du peuple continuera sa marche en avant jusqu'à sa libération totale. Vos bagnes et vos prisons sont pour l'immense majorité des opprimés que nous sommes la véritable liberté, la libération de la conscience, le soulagement d'un cœur ulcéré qui un jour proche criera : « Vengeance ! ».

Salut à vous, frères de misère, victimes du colonialisme. Honte à vos assassins ! — SM

Civilisation

Le Libertaire n°279, 17 août 1951

Oui, « civilisateurs » est le slogan bien choisi par les gouvernants français pour justifier les crimes les plus affreux sur les populations paisibles de l'Afrique du Nord, alors que le panier de crabes de tous les bien-pensants flanqués des douairières en rupture du prestige national vont chantant à qui mieux mieux les bienfaits de la France généreuse, pacifique, salvatrice : canailles !

Il est bon de publier quelques documents. Voici une lettre du chef de bataillon Da Lioux (Millanah, 23 avril 1843) :

« Nous rentrons d'une nouvelle expédition chez les Beni Abbas, Beni Bou Seid, etc., dépendant de la grande tribu des Beni Menasser, que l'on n'est pas encore parvenu à soumettre. »

« Notre colonne avait mission de tout ravager sur son passage et à plusieurs lieues des bivouacs successifs. En effet, l'on a beaucoup détruit des villages entiers, de grands et véritables villages ont disparu dans l'incendie et plusieurs milliers de pieds de figuiers, d'oliviers et autres ont été coupés. Je ne m'explique pas ce dernier genre de dévastation,

si l'on veut réellement occuper le pays ou seulement en exiger des contributions. Du reste, nous n'avons éprouvé que peu de résistance de la part de l'ennemi... »

Du lieutenant-colonel Forey (Millanah, 26 avril 1842) :

« (...) Vous avez lu dans les journaux que MM. de Bar, L'admirault et d'autres annonçaient avec emphase la soumission des Beni Menasser ; il n'en était rien, et, loin de là, l'insurrection avait gagné toutes les montagnes qui s'étendaient vers Tenez et le Dahra. »

« Le général de Bar, homme aussi incapable que possible, fut rappelé à Alger et, cette insurrection contrariant les projets ultérieurs du gouverneur qui, voulant s'avancer au Sud, ne pouvait laisser ses derrières en armes, le général Changarnier eut la mission de pénétrer avec tout ce qu'il pourrait réunir de bataillons dans ces montagnes, dont les Pyrénées ne peuvent donner une idée par leur difficulté, et d'amener la soumission des Kabyles à tout prix. C'était chose très difficile et d'un succès très douteux ; aussi le général ne l'entreprit qu'avec réserve. Sept colonnes partirent de Millanah et de Cherchell, devant ravager le pays, enlever le plus de troupeaux possible et surtout des femmes et des enfants : le gouvernement voulait effrayer les populations en les envoyant en France. Le général me confia le commandement de la plus forte colonne composée de cinq bataillons, et j'eus le bonheur de m'acquitter avec succès de mon rôle. Je manœuvrais de manière à rejeter sur une des colonnes de Cherchell des troupeaux et des populations qui fuyaient devant moi et je fis prendre à cette colonne ou je pris moi-même cinq à six mille têtes de bétail et soixante-dix femmes ou enfants, ainsi qu'un butin précieux, des armes, etc. Du reste, il n'y eut aucun point de résistance sérieuse et la population, entraînée par la famille El Berkani s'était dispersée au loin, nous abandonnant les habitations, qui furent toutes incendiées. »

« Rentrés à Millanah, le général en repartit deux jours après, par les montagnes les plus éloignées, et j'eus encore le commandement d'une colonne, je dirai la plus importante par sa composition et par la nature du pays que j'avais à parcourir. Depuis que je suis en Afrique, je n'avais vu et je ne me doutais pas qu'il y eut d'aussi nombreux et d'aussi grands centres de population que ceux que j'ai rencontrés dans les montagnes des Beni Bou Aïch et des Beni Bou Melek, etc. Là, plus de gourbis isolés sur les flancs des montagnes, construits en branchage et réparés aussitôt que détruits, mais des villages semblables à nos bourgs de France dans les plus belles positions et quelquefois presque inaccessibles, tous entourés de jardins, des forêts d'immenses oliviers de la taille des platanes de Perpignan. Tous, nous étions stupéfaits de tant de beautés, mais les ordres étaient impératifs et j'ai cru remplir consciencieusement ma mission en ne laissant pas un village debout, pas un arbre, pas un champ. Le mal que ma colonne a fait sur son

passage est incalculable. Je crois que c'est le seul moyen d'amener la soumission ou l'émigration de ces habitants, bien à plaindre en définitive, puis-qu'ils sont entre deux partis, pour l'un desquels ils ne peuvent se décider sans encourir la vengeance de l'autre. »

« Dans cette expédition, il a été enlevé aux Kabyles environ trois mille têtes de bétail et deux cents prisonniers ; on a brûlé plus de dix grands villages, coupé ou incendié plus de dix mille oliviers, figuiers, etc. »

Ma campagne de déboufrage de crâne est loin de se terminer et, de plus en plus, je réserve bien des preuves qui mettront au ban de la société les gouvernants passés, présents et futurs, d'une République qui n'a rien à envier aux barbares les plus sanguinaires. A bas le colonialisme.

Valets du bourreau

Le Libertaire n°283, 5 octobre 1951

Cependant qu'à Lyon les travailleurs, malgré la mise en garde stalinienne, manifestent leur solidarité aux 14 Algériens de chez Landy qui passent en jugement pour faits de grave, il se trouve des individus, et même des journaux pour ironiser sur le fait suivant : Le colonialisme français est responsable de la mort de 90 000 Malgaches, de 45 000 Algériens, de 17 000 Africains, et cela en l'espace de 5 ans !

Juvénal, organe de chantage de la haute finance, se place en particulier au premier rang de la presse capitaliste à gages. Cyniquement, cette feuille se lamente sur le sort des Français établis aux colonies pour exploiter sans vergogne les indigènes. *Juvénal* interroge : « *Que veut-il faire (le gouvernement français) ? Veut-il recommencer en Afrique du Nord l'aventure indochinoise ?* » Et tout cela parce que Pléven n'a pas encore entièrement bâillonné la propagande anti-impérialiste ! Mais *Juvénal* précise sa « position » ? Voyez plutôt :

« Les populations françaises établies en Afrique du Nord traversent une période de découragement et d'angoisse. Elles se sentent abandonnées, livrées à leur sort malheureux. Les lettres que nous recevons du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie rendent le même son, expriment la même inquiétude, la même révolte. Nos correspondants voudraient connaître les intentions, sinon la politique, du gouvernement français. Mais le Quai d'Orsay, tout comme Matignon, garde le silence. Ils ne savent pas quoi faire. La menace entoure les familles françaises installées dans les campagnes, dans les petits villages. Le gouvernement, hélas, n'a pas la possibilité, ni le courage, de les rassurer. Sait-il seulement ce qu'il veut ? »

« Il porte sur ses faibles épaules une très lourde responsabilité. »

« Certes, tout n'est pas perdu. Il pourrait tenter de limiter les dégâts, de remonter le courant. Mais il n'y a plus de temps à perdre, plus de faute à commettre, et il faut faire vite. On ne lui demande que de se montrer juste et ferme. De faire preuve de clairvoyance et d'autorité. De donner la réplique qui convient à une campagne de dénigrement systématique, de chantage outrancier et de menaces ouvertes. »

Vertueux verbiage ! Mais pourquoi cette explosion de haine demandera le lecteur ébahi par ce recours à l'autorité colonialiste. Uniquement parce qu'un leader colonial a prononcé publiquement quelques paroles courageuses, paroles que nous ne renions pas, en ce qui nous concerne. Bourguiba, leader du néo-destour marocain, déclare en effet ceci :

« Les peuples de l'Afrique du Nord subissent, sans recevoir d'aide, la domination coloniale la plus cruelle et la plus avide que le monde ait jamais vue. »

Le leader néo-destourien a affirmé que *« l'Afrique du Nord, en fait, n'a été libérée que dans les communiqués alliés »* et que *« encouragée d'abord par le retour de l'Amérique à ses affaires intérieures, et plus tard par la rivalité entre l'empire russe et les États-Unis, la France a rétabli un joug colonial complet et sans pitié. En Algérie, notamment, la répression est aussi quotidienne que notre pain quotidien. »*

On comprend maintenant pourquoi les assassins colonialistes ne pouvaient admettre sans réagir ce crime de lèse-bourgeoisie que constituent les paroles prononcées. On sait aussi, maintenant, quelle est la couleur de l'argent que touchent les rédacteurs de *Juvénal* ; il est rouge du sang des indigènes martyrisés par la haute finance rapace et protégée par une armée sanguinaire qui n'a rien à envier aux SS ou autres années russes ou américaines. Il est temps, messieurs de *Juvénal*, que quelqu'un vous cloue le bec. La Fédération anarchiste aidera les peuples indigènes que vous bafouez dans cette entreprise.

Le Martyrologe

A la suite de nombreuses arrestations de militants progressistes, un grand nombre d'entre eux ont été inculpés de différents chefs, notamment d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État, et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement.

Ces détenus, dont le nombre atteint près de 400, sont incarcérés dans les prisons d'Alger, Blida, Bouira, Tizi-Ouzou, Bougie, Akhou, Saint-Arnaud, Sétif, Batna, Constantine, Orléansville, Oran, Mascara, Mostaganem, Tlemcen et Laghouat.

Après les brimades dont ils ont été l'objet à la prison civile d'Alger, Tizi-Ouzou, Orléansville, Sétif, nous venons d'apprendre que les détenus politiques de Bougie ont vu leur situation s'aggraver au point qu'ils ont dû faire la grève de la faim pendant cinq jours. Dix d'entre eux ont été mis en cellule pour quatre-vingt-dix jours après avoir subi une première détention.

MOHAMED SAÏL

(1894-1953)

TEXTES RECUEILLIS ET PRÉSENTÉS PAR SYLVAIN BOULOUQUE

Ce recueil de texte d'un anonyme rédacteur de la presse libertaire, publié originellement par les éditions *Volonté anarchiste* en 1994, voulait rappeler l'existence d'une vision libertaire sur les problèmes coloniaux qu'il refusait de détacher de la question sociale. L'émergence des débats sur le colonialisme a fait qu'il est devenu une figure importante de l'anarchisme.

D'origine kabyle, arrivé en France à la faveur de la Première Guerre mondiale, il commence à militer à cette période. Militant n'ayant pas sa langue dans sa poche, il part combattre en Espagne dans le Groupe international de la colonne Durruti. animateur de multiples comités, sa connaissance intime de l'Algérie lui permet de publier des textes soulignant les multiples mécanismes de domination.

Ces articles l'inscrivent dans les formes classiques du militantisme anarchiste alliant anticolonialisme, anticommunisme, anticapitalisme antifascisme et combat pour l'émancipation.